

d'Ottawa rapportait dans son numéro du 15 février 1989, et je cite:

Comme nous exerçons ces fonctions à Ottawa depuis 26 ans, c'est peut-être une dépense dont nous n'avons pas besoin.

C'est ce qu'il a dit. L'issue ne se ramène pas à une question essentielle. L'ancien ministre des sciences et de la technologie a passé ces deux ans d'inaction à nous dire à quoi ressemblerait l'agence spatiale quand le gouvernement se déciderait à la créer.

Le 20 mars 1987, en réponse à une question, le ministre a déclaré ce qui suit, comme en témoigne la page 4390 du *hansard*; voici:

Monsieur le Président, le programme spatial global est un programme national. Plusieurs régions du pays se livrent une concurrence intense, afin d'obtenir le siège de l'agence, ce qui, en soi, ne créera pas d'emplois. L'agence emploiera de 40 à 50 personnes. . .

Il a également fait la déclaration suivante devant le Comité permanent de la recherche, de la science et de la technologie, et là encore, je cite ses paroles exactes; voici:

L'administration centrale sera en fait un service très petit et compact ayant un effectif de 40 ou 50 personnes. Il se peut que les divers éléments et centres de recherche restent au départ où ils se trouvent actuellement, quitte, dans l'avenir, à être réinstallés dans d'autres régions ou centres du pays, ou peut-être même à rester où ils sont. Mais il n'est pas prévu d'établir une agence spatiale dont tous les éléments et installations se trouveront en un seul et même lieu.

Ainsi, l'expérience nous apprend, semble-t-il, que le gouvernement change de position lorsqu'il change de ministre. L'actuel ministre d'État aux Sciences et à la Technologie et non le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie, qui est une personne différente, a annoncé une agence spatiale dont l'administration centrale est censée employer plus de 200 personnes.

Le même ministre, également ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie a montré à quel point le gouvernement était arrogant lorsqu'il a refusé de préciser exactement combien il en coûterait pour établir l'administration centrale de l'Agence.

Tout ce cinéma donne l'impression que l'importance que le gouvernement attache à la technologie spatiale équivaut à l'intérêt que porte un enfant à un nouveau jouet.

Il n'est pas question de *Patrouille du cosmos* en l'occurrence. Les Canadiens s'offusquent de voir le programme spatial traité comme une scène de la comédie intitulée *Space Balls*. Je suis sûr que vous l'avez vu le film, monsieur le Président. Il met en vedette le comédien John Candy traversant l'univers avec son Winnebago spatial.

### *Agence spatiale canadienne—Loi*

C'est là la façon dont le gouvernement se comporte avec cette agence spatiale. Le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie joue le rôle du conducteur qui parfois dirait-on cherche à prendre la fuite. Il conduit le Winnebago spatial placardé d'une grande affiche qui proclame: «Votez conservateur» et laisse le chaos dans son sillage.

Cette comédie a suscité des aspirations contestables de même que des questions restées sans réponse. Toute cette affaire de l'établissement de l'Agence spatiale canadienne a mis en évidence à la fois l'arrogance, l'incompétence, l'indécision et l'ineptie politique du gouvernement.

Par suite de manipulations politiques et d'indécision, ce qui aurait dû être une affaire assez simple s'est transformée en une tragi-comédie nationale.

Au lieu d'une étoile brillante dans notre univers de haute technologie, d'un point de mire de la fierté que tire de ses réalisations un pays petit mais capable, le gouvernement a créé un symbole de désunion, dressant les régions et les provinces les unes contre les autres. Il n'a pas écouté notre petite, mais excellente équipe de scientifiques de l'espace qui craignent que la controverse qui a entouré l'établissement de l'agence ne compromette leur travail.

Je presse le gouvernement et le ministre, je les supplie de faire aujourd'hui même des ouvertures de paix aux scientifiques et aux techniciens dont dépend le succès de notre programme spatial. Ces gens ont de bonnes raisons de croire que le cafouillage des trois dernières années augure très mal de l'avenir du programme spatial. Ils ne veulent pas être associés à cet échec et n'ont pas besoin de l'être.

Le succès du programme spatial canadien ne dépend, sauf respect, ni du ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie ni du ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie. Il repose sur les hommes et les femmes qui ont les connaissances, l'expérience et la détermination nécessaires. C'est pourquoi il faut tenir compte de leurs opinions.

Je voudrais traiter de certains problèmes associés au Programme spatial du Canada que nous ne pouvons taire, comme celui du niveau des dépenses consacrées à la science spatiale. Le Comité permanent de la recherche, de la science et de la technologie abordait cette question dans l'excellent rapport qu'il a déposé à la Chambre, au cours de la dernière législature. Un grand nombre des questions soulevées dans ce rapport sont toujours d'ac-